

L'Algérie a investi beaucoup dans le cadre de la mise en œuvre du programme national de réalisation des nouvelles zones industrielles, soit 43 zones industrielles ont été transférées aux wallis concernés.

Et plus encore elle dispose d'une nouvelle cartographie des parcs industriels des plus attractives, Voilà seulement, L'ALGERIE est mieux classée 52e au rang commercial.

Avec le recul des recettes pétrolières, L'Algérie devra nécessairement passer d'un modèle de tout import à une diversification de son économie à travers des investissements productifs dans divers domaines. Une re-industrialisation de certain secteur comme celui de la mécanique dont le cœur de métier existe à travers notre histoire pré et post indépendance, constitue un des axes prioritaires stratégiques.

En cela, l'Algérie est entrain d'écrire sa plus belle page d'histoire dans l'industrie automobile. La nation est pourvue de plusieurs atouts pour réussir son envolée, de par sa position géographique, ses ressources naturelles et humaine. Le marché algérien qui reste le plus dynamique de la région et qui détient le parc le plus important dans le Maghreb, a motivé le gouvernement à investir dans l'installation des usines de montages et surtout développer celui de la sous-traitance pour atteindre à terme une intégration conséquente des composants locaux.

Il est nécessaire aujourd'hui de souligner et de porter à la connaissance des fournisseurs, donneurs d'ordre et entrepreneurs certaines recommandations d'aller vers un développement d'une industrie de sous-traitance pour véhicules. La vision du ministère est fondée sur l'impératif de répondre à un taux d'intégration à horizon 2020 qui impose un taux d'intégration de 45%. Pour y parvenir, l'Algérie a mis un dispositif incitatif pour l'implantation de plusieurs projet d'usines et d'importantes dispositions sont engagées dans la loi des finance 2017 pour relancer le développement industriel, notamment à travers celui de la sous-traitance véhicule.

Le marché automobile 2000-2017

Le dynamisme du marché automobile et des véhicules Industriels a fortiori, a incité l'Algérie se lancer dans l'industrie automobile et d'en faire un des axe et levier de l'économie à moyen terme. Durant les années 2000, la demande en véhicules particuliers a explosé. Soit plus un demi million de véhicules sont importés, par plus d'une trentaine de concessionnaires automobiles pour une facture dépassant les 7 milliards de dollars annuellement et + 1,5 milliards pour celle de la de pièce de rechange. Une industrie automobile et de véhicule industriel qui en réalité s'est imposé à nous par la taille et la croissante du marché impulsé par les nombreux projets de développement consentit dans plusieurs secteurs. La taille et le potentiel avenir du marché étant prouvé, les différents gouvernements successifs ont mené de longues négociations, avec plusieurs constructeurs pour les convaincre à s'installer sous la forme de joint-venture 49/51%.

2012 : Top départ de l'implantation de l'usine Renault Le 25 Mai

2012, le gouvernement algérien ayant signé son premier protocole d'accord pour l'implantation d'une usine d'assemblage automobile avec Renault. La joint venture RAP, fut créée en 2013 détenu 34% snvi– FNI 17% – Renault 49%), marque ainsi une nouvelle page de l'histoire de l'industrie en Algérie. En effet, RAP est construite dans la zone industrielle de Oued Tlilat à Oran sur un terrain de 150 hectares dont 20 hectares sont dédiés à la sous-

traitance. La première automobile « made in Algérie » est entrée en production en novembre 2014. Avec certes des volumes faiblement, négociés au départ de l'ordre de 25 000 unités, mais, En mettant les mécanismes nécessaire de protection du marché de protection, les volumes ont été rééchelonné progressivement à horizon 2020 pour chaque constructeur pour s'établir à 100 000 unité /l'an.

Déferlante d'autres constructeurs

En conformité avec l'article 52 de la loi de finances 2014 faisant obligation aux concessionnaires automobiles de créer une activité industrielle et/ou semi- industrielle ou toute autre activité ayant un lien avec le secteur automobile, plusieurs projets d'usines de montages sont agréés dont une majorité est entrée en production et autres en chantier, depuis 2016. En effet, avec l'arrivée des autres constructeurs de rang mondial comme le groupe vw, Hyundai, Kia et Peugeot et autres dans le véhicule industriels et autres engins roulant, l'Algérie est en phase de devenir un pays industriel dans le secteur automobile.

Objectif 2020 : Développement de la Sous-traitance en vue d'intégration

Seulement l'option de montage en Skd des véhicules issue de cette nouvelle industrie de montage génère non seulement un surcout de plus de 8% par rapport à l'achat d'un véhicule importé mais met sur le carreau tout un potentiel de plus de 120 sous-traitants ayant vécu autour du complexe de SNVI. Dans les années qui viennent, le marché automobile algérien devrait donc continuer à connaître des bouleversements importants. Avec la montée en puissance d'une production locale à l'horizon 2022 à plus de 500 000 véhicules pour assurer les besoins du marché local et probablement l'export, l'option skd doit céder place à des produits «made in algeria » avec des taux d'intégration à 45% en locale pour prétendre à la compétitivité. Et pour qu'il le soit il faudra intégrer localement avec des standards internationaux, d'où l'option de développer un tissu de sous-traitance basé sur des partenariats.

En cohérence avec la politique de développement industriel et technologique, le ministre de l'industrie place une politique active pour enclencher le processus de diversification de l'économie et développer le tissu de sous-traitance en vu d'intégrer les composants produit localement par les grands groupes industriels publics ou les pme privés sous-traitant mécanique et automobile avec des partenaires technologiques. Il est certain que la crise induite du fait de la baisse des recettes pétrolière a influer sur les décisions de substituer à l'importation des véhicules qui absorbent plus de 7 milliards de dollars en véhicules et plus de 1,4 milliard en pièce de rechange (PDR)est plus qu'une nécessité, de l'actuel locataire du ministère de l'industrie.

L'Algérie constitue une destinée principalement attractive pour les investissements étrangers dans la filière sous-traitance véhicules en apportant aux constructeurs installés la certitude d'un approvisionnement local, compatibles en quantité, en qualité prix et délais pour leurs besoins. Et c'est dans ce sens que la sous-traitance constitue un axe stratégique et prioritaire. Tous les indicateurs sont aujourd'hui au vert pour le lancement de cette industrie mécanique de sous-traitance automobile qui repose sur la triptique résolue du volume, prix et délais. Les volumes et objectifs de production des véhicules et taux d'intégration sont fixés et énoncés à l'horizon 2020. Auxquels l'Etat a mis de mesures incitatives sont supporté par des mécanismes de protectionnisme du marché.